
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 15 au 21 novembre 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

T-MEC et relations Mexique / Etats-Unis

Les exportations de véhicules légers du Mexique vers les Etats-Unis ont crû de +12,4% (g.a.) entre janvier et octobre 2018. Selon la Chambre nationale de l'industrie et de la transformation (Canacintra), il est probable que les exportations automobiles mexicaines vers les Etats-Unis dépassent plus vite que prévu le quota de 2,6 M de véhicules exportés permettant de protéger le Mexique d'une hausse des droits de douanes états-uniens. Le Mexique prévoit ainsi de produire 5 M de véhicules en 2020 et d'en exporter 4,2 M, dont 70% (2,9 M) seraient exportés vers les Etats-Unis.

Economie

Selon l'enquête de Citibanamex, les anticipations relatives aux variables macroéconomiques mexicaines et au taux de change se sont détériorées, notamment suite à l'annulation de l'aéroport international. Citibanamex anticipe une croissance du PIB de 2,5% (g.a.) au 3^{ème} trimestre 2018 (contre 2,6% estimée en octobre) et de 1,9% pour 2019 (contre 2,1% estimée précédemment). Le déficit du compte courant devrait se réduire de -4,9 Mds USD au 3^{ème} trimestre 2018 (en g.a.), favorisé par une diminution du déficit commercial et une hausse des transferts de migrants (remesas). Le taux de change estimé pour fin 2019 est désormais de 20 MXN/USD, contre 18,85 estimé le 22 octobre dernier.

L'inflation enregistrée sur la première quinzaine de novembre est de 4,56% en termes annuels.

Selon l'OCDE, le futur gouvernement devra augmenter les recettes fiscales afin de répondre aux nécessités sociales du Mexique. Une hausse de recettes fiscales pourrait avoir lieu via une hausse de la base imposable et une baisse de l'informalité. Selon l'OCDE, le taux de croissance de l'économie mexicaine n'aurait pas permis de réduire significativement le taux de pauvreté et d'informalité au Mexique ces dernières années. L'OCDE recommande au futur gouvernement d'accélérer les réformes dans les « secteurs clefs » de l'économie mexicaine et de promouvoir les réformes permettant d'améliorer l'environnement des affaires.

Selon le rapport *Paying Taxes 2019* élaboré par la Banque Mondiale, le taux d'imposition global (y compris toutes les contributions fiscales et sociales) que paient les entreprises mexicaines s'élève en moyenne à 53%, soit un niveau supérieur de 12,6 pt% à la moyenne enregistrée pour les 189 pays analysés. Le Mexique perd une place au classement recensant les pays pour la facilité des entreprises à honorer leurs engagements fiscaux, pour atteindre la 116^{ème} place/189.

L'OCDE maintient ses perspectives de croissance du Mexique à 2,2% en 2018 et 2,5% en 2019, soit un niveau supérieur aux prévisions du FMI, revues à la baisse il y a 15 jours à 2,1% en 2018 et 2,3% en 2019. L'économie mexicaine devrait être soutenue par le dynamisme de la consommation domestique, tiré par une hausse des salaires, un faible taux de chômage et le dynamisme des transferts de migrants (*remesas*).

Le prix du pétrole brut mexicain exporté, la « *mezcla mexicana* », a chuté de -24,02% entre le 1^{er} octobre et le 20 novembre, pour atteindre 58,50 USD/baril. L'anticipation d'une baisse de la croissance mondiale (conséquence de la guerre commerciale Etats-Unis/Chine) et d'une réduction insuffisante de la production pétrolière des pays de l'OPEP, qui permettrait de freiner l'offre mondiale de brut, expliquent la chute des prix enregistrée ces 8 dernières semaines.

Selon Standard & Poor's, une baisse des commissions bancaires, telle que proposée par le sénateur moreniste Ricardo Monreal, pourrait réduire d'en moyenne 7% le résultat d'exploitation des banques. D'après l'agence de

notation, ce pourcentage varie selon les institutions bancaires. S&P a indiqué que la baisse des revenus liés aux commissions pourrait affecter significativement la rentabilité des institutions bancaires, diminuant de 0,4 pt% le taux de rendement des actifs projeté pour 2019 (de 1,6% à 1,2%). Les banques ne feraient pas face à des problèmes de solvabilité ou de capitalisation étant donnée la solidité du système bancaire mexicain : selon S&P, l'indice de capitalisation de cette industrie devrait diminuer de 40 points de base, ce qui devrait être facilement absorbé par l'industrie.

Le groupe parlementaire Morena (majorité Présidentielle d'AMLO) au Senat a avancé une proposition de loi réformant le secteur minier mexicain et remettant en cause les concessions existantes. Le texte propose la réalisation d'études d'impacts sociaux et environnementaux pouvant advenir sur l'interdiction des activités minières sur ces sites et l'annulation, par le Ministère de l'Économie, des concessions accordées. Le texte impose aux titulaires de concessions minières d'investir pour le développement humain et soutenable des communautés et localités où ces entreprises sont établies. L'investissement dans le secteur minier a repris en 2017, s'établissant à 4,3 Mds USD sur l'année. **La proposition a causé une chute des valeurs boursières des entreprises minières cotées à la bourse de Mexico. La perte en valeur boursière atteint 1,9 Mds USD (39,4 Mds MXN) en deux jours.** Les titres de Peñoles et de Grupo México ont été particulièrement affectés (-12,1 et -7,3% respectivement).

TransCanada a annoncé l'annulation de la construction du gazoduc de Tuxpan-Tula, construction initiée en 2015 dans l'état d'Hidalgo afin de transporter du gaz naturel depuis l'état de Veracruz. Il s'agit du 2^{ème} projet de gazoduc annulé dans la région. L'annulation du gazoduc de Tuxpan-Tula, dont 6% de la construction manquait d'être achevée, survient suite aux conséquentes pertes financières supportées par TransCanada dans un contexte d'extorsions et de hausse du coût des permis. 400 M USD avaient été investis dans ce projet.

Le programme du futur gouvernement visant à augmenter les récoltes de maïs afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire serait viable, selon Corteva (filiale de l'entreprise américaine DowDuPont dédiée à l'agriculture). Sur les 8 millions d'hectares de maïs cultivés actuellement au Mexique, 6 millions (principalement localisés dans le sud du pays) auraient une productivité moyenne faible, selon Corteva. Cela s'expliquerait par la faible parcelle de terre détenue par les producteurs : 70% des producteurs possèdent moins de 5 hectares de terres dédiés à la culture du maïs, dont la majorité de la production est dédiée à l'autoconsommation. Une amélioration des pratiques agricoles dans le sud du pays et l'utilisation de semences hybrides permettraient aux producteurs d'élever leurs rendements. Selon Corteva, une hausse de 3 tonnes/hectare de la productivité des terres dédiées à la récolte de maïs permettrait au Mexique de cesser d'importer du maïs.

Selon la Confédération Patronale de la République Mexicaine (Coparmex), un consensus devrait être trouvé pour augmenter le salaire minimum de 88,36 à 102 pesos par jour à partir du 1^{er} janvier 2019. D'après son président, les conditions nécessaires sont réunies pour cette augmentation, qui ne devrait pas avoir d'effets inflationnistes. Il s'est pas contre opposé à la proposition d'AMLO de doubler le salaire minimum dans la zone frontalière, évoquant la nécessité de maintenir une seule zone économique salariale.

AMLO a présenté les 8 membres du Conseil consultatif entrepreneurial (Consejo Asesor Empresarial), mis en place pour conseiller le gouvernement sur les réformes et attirer les investissements au Mexique, mais dont Carlos Slim est absent.

Projets d'infrastructures du futur gouvernement

Selon *El Financiero*, l'état d'avancement de la construction du NAIM à Texcoco sera de 37% à la fin du mandat d'Enrique Peña Nieto (le 30 novembre prochain). Selon le GACM, la construction du NAIM à Texcoco se poursuit malgré l'annonce fin octobre d'annulation du projet. Les contrats doivent être exécutés jusqu'au 30 novembre. Federico Patino, DG du GACM, s'attend à ce que le gouvernement donne l'ordre d'arrêter la construction à Texcoco une fois le futur Président investi (le 1^{er} décembre 2018). L'annulation de la construction du NAIM devrait coûter 5,8 Mds USD (120 Mds MXN) au futur gouvernement.

Les détenteurs de bons Fibra E, fond public dédié au financement du NAIM, se réuniront le 29 novembre dans le but d'élaborer une stratégie juridique leur permettant de faire face à l'annulation de la construction du NAIM

à **Texcoco**. Les investisseurs prévoient de faire appel à un conseiller en investissement afin d'effectuer un diagnostic de la situation financière suite à l'annulation du NAIM.

Dans le cadre du projet de « Train Maya », le transport de marchandises via cette nouvelle voie ferrée serait un des principaux objectifs du projet, selon le Fond national de promotion du tourisme (Fonatur). Selon le Fonatur, le placement en bourse d'un *fideicomiso* dédié au financement du « Train Maya » permettrait d'en garantir la transparence. Le Fonatur reconnaît que le transport de passagers n'est en lui-même pas une activité rentable, comme en témoignent les différents exemples au niveau international. Selon les calculs de l'équipe de transition d'AMLO, 587 M USD (12 Mds MXN) seraient investis chaque année dans le secteur du fret dans la péninsule du Yucatan, où les marchandises sont actuellement acheminées via les transports routiers.

La Chambre mexicaine de l'industrie et de la construction (CMIC), les entreprises ASUR, Bombardier, Posadas et Vidanta seraient intéressées par la construction du « Train Maya ». ASUR se chargerait de la construction de la gare ; Bombardier prendrait part à l'appel d'offres relatif au matériel roulant ; Posadas, opérateur hôtelier, souhaite développer le tourisme entre Cancun et Tulum ; Vidanta, propriétaire de complexes hôteliers, d'un aéroport privé et des clubs de Golf, entend également investir dans la construction de la ligne ferroviaire. Une consultation publique aura lieu les 24 et 25 novembre au sujet du projet de « Train Maya ».

Finances publiques

Selon le SAT, les recettes fiscales obtenues via les taxes liées au commerce extérieur ont augmenté de +4,58% au 3^{ème} trimestre 2018, pour atteindre 33,9 M USD (694,5 M MXN). Les recettes fiscales liées à la TVA ont représenté 76,3% des recettes fiscales liées au commerce extérieur, suivi de l'IEPS (26,2%), de l'impôt général sur les importations (IGI- 6,85%), des droits de dédouanement (DTA- 0,19%) et de l'impôt sur les voitures neuves (ISAN). Celles-ci représentent 29,6% des recettes fiscales totales obtenues sur la période (2,3 Mds MXN).

Les dépenses obligatoires (retraite, dette et participation aux budgets des Etats et municipalités) représentent 42% des dépenses publiques, soit leur niveau le plus élevé enregistré au cours des 4 derniers sexennats. Le paiement des retraites a atteint 28,8 Mds USD entre janvier et septembre 2018, en croissance moyenne de +6,6% entre 2013 et 2018. Les dépenses relatives aux participations et au service de la dette ont atteint 56,7 M USD sur la même période, soit une croissance annuelle moyenne de +7,7% sur le sexennat.

Le taux d'intérêt des obligations d'Etat à dix ans a atteint cette semaine son niveau le plus haut depuis décembre 2008, en atteignant 9,11%. Selon Moody's Analytics, l'augmentation des rendements des obligations reflète l'incertitude croissante (liée à l'arrivée du nouveau gouvernement) sur les marchés nationaux et internationaux, ce qui se traduit par la demande d'une prime de risque plus élevée de la part d'une partie des investisseurs.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 22/11/2018
Bourse (IPC)	-0,84%	-14,3%	41 099
Risque pays (EMBI+Mx)	+2,2%	+28,9%	232
Taux de change USD/Peso	+0,1	+7,95%	20,23
Taux de change Euro/Peso	+0,13%	+4,6%	23,03
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	-4,15%	+9,9%	57,85

D'après la Banque interaméricaine de développement (BID), la sécheresse dans les pays du Triangle du Nord (Guatemala, Honduras et Salvador) provoque en moyenne 373 M USD de pertes annuelles dans le secteur agricole. Le Guatemala est le pays le plus affecté, il perd en moyenne chaque année 196 M USD. La sécheresse entraîne des pertes de l'ordre de 140 M USD en moyenne au Honduras et 37 M USD au Salvador. Selon les prévisions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les pertes pour le Triangle Nord seraient susceptibles d'augmenter de +60% au cours des prochaines décennies, pour atteindre 635 M USD, dont 337 M USD pour le Guatemala, 245 M USD pour le Honduras et 53 M USD pour El Salvador.

En 2017, le secteur touristique a généré 20 Mds USD de recettes au sein des 8 pays d'Amérique centrale et des Caraïbes qui composent le Système d'intégration centraméricain (Belize, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République Dominicaine et Salvador), **soit 5,9% du produit intérieur brut (PIB) de la région (337,2 Mds USD).** D'après le secrétariat pour l'intégration touristique centraméricaine (*Secretaría de Integración Turística Centroamericana*, SITCA), le tourisme au Guatemala représente 1,6% du PIB national, soit 1,21 Md USD. Le secteur touristique génère 389,1 M USD au Belize (21% du PIB national) et 1,26 Md USD au Salvador (4,5% du PIB national).

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

L'agence de notation Fitch a informé les autorités costariciennes qu'elles disposent de 90 jours pour régler leur situation budgétaire avant une dégradation de la note du pays. Le Costa Rica est actuellement noté BB avec des perspectives négatives. Le pays connaît d'importantes limites de financement, compromettant sa capacité à faire face à ses obligations budgétaires et aux échéances de sa dette pour le reste de l'année.

En octobre 2018, le déficit budgétaire cumulé est de 5,1% du PIB, contre 4,7% en octobre 2017. La croissance du déficit s'explique par la baisse des recettes fiscales enregistrée sur la période et la hausse du paiement des intérêts, ayant entraîné une hausse des dépenses.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Le Ministère de l'Economie a créé une nouvelle entité nommée « Société de l'Entrepreneuriat » afin de faciliter la création d'entreprise, via la fourniture d'un appui technique et financier. Cet organe devrait fonctionner dès le 1^{er} trimestre 2019. Le coût d'enregistrement auprès de cette entité devrait être compris entre 128 et 192 USD.

Le Guatemala a accueilli du 15 au 16 novembre 2018 le 26^{ème} Sommet Ibéro-Américain, lequel a réuni présidents et ministres de plus de 20 pays. Le roi d'Espagne Felipe VI a participé à l'évènement. Les dirigeants ont approuvé à l'unanimité la *Déclaration du Guatemala : Engagement ibéro-américain en faveur du développement durable*, le *Programme d'action d'Antigua pour la coopération ibéro-américaine* et environ 20 autres accords sur le changement climatique, les pays en développement sans littoral (PDSL), l'équité salariale, le commerce équitable du café et la coopération Sud-Sud. **Dans le cadre de ce Sommet était également organisée la 12^{ème} Rencontre du Secteur privé ibéro-américain, avec la participation de près de 700 représentants des plus grandes entreprises de la région.** Ces derniers ont souligné un certain nombre de problèmes qui affectent les pays en Amérique Latine et qui entravent un développement plus durable et inclusif, tels que la corruption, le manque de sécurité juridique, le manque d'infrastructures, les lourdeurs administratives et les barrières tarifaires.

Le Congrès examine en 3^{ème} lecture le projet de budget 2019 qui devrait atteindre 11,4 Mds USD, soit une hausse de +13,6% par rapport au projet de loi de finances 2018. Le Ministère des Finances prévoit un taux de croissance du PIB de 4,1% pour 2019 et prévoit une hausse de +11,3% des recettes fiscales par rapport à 2018, pour un montant total de 8,46 Mds USD. 2,24 Mds USD seront alloués à des projets d'infrastructures (15% du budget total). Les 75% restants seront dédiés au fonctionnement de l'Etat au sens large et au service de la dette. Pour certains économistes, la

structure de ce budget n'est pas réaliste et ne prend pas suffisamment en compte le financement des politiques sociales ni celui des infrastructures dont le pays a besoin pour améliorer la compétitivité et l'attractivité de son économie.

L'Entreprise Portuaire Nationale (Empornac) qui gère le port de Santo Tomas de Castilla (côte atlantique) prévoit d'investir 116,7 M USD sur 5 ans pour agrandir et moderniser l'infrastructure portuaire. Près de 40 M USD seront investis par Empornac et l'Entreprise Portuaire Quetzal (EPQ) sur la côte pacifique d'ici la fin de l'année pour l'achat de nouveaux équipements (véhicules de manutention, chariots élévateurs, remorqueurs, notamment). 78 M USD seront investis dans les 5 prochaines années pour la construction de trois terminaux spécialisés : un 1^{er} pour les navires de croisière qui devrait, d'après l'Institut Guatémaltèque du Tourisme (INGUAT), accueillir en moyenne 48 bateaux de croisière (52 000 touristes) chaque année, un second pour le transport de vrac (solide et liquide) et le dernier, équipé d'un portique de manutention, à destination des porte-conteneurs. **Empornac affirme avoir récemment reçu une offre de la Corée du Sud pour financer, au travers d'un prêt concessionnel, les projets d'infrastructures.**

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

Selon le FMI, les conditions macroéconomiques du pays devraient rester solides et la croissance devrait être stable dans les années à venir. Une croissance de 3,5% est attendue pour 2018. Les négociations pour la mise en place d'un programme économique soutenu par le FMI se poursuivent.

Le gouvernement hondurien prévoit d'investir 12,3 M USD en faveur des petits producteurs de café afin de faire face à la baisse des prix mondiaux. Les fonds seront versés par l'intermédiaire de *Banco Hondureño para la Producción y la Vivienda* (Banhprov) et seront gérés par la *Sociedad Administradora de Fondos de Garantías Recíprocas* (Confianza SA-FGR). Ils seront notamment utilisés pour permettre aux producteurs d'accéder à de nouveaux prêts. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de 2 décrets gouvernementaux visant à soutenir 120 000 familles productrices de café.

L'entreprise publique hondurienne d'électricité Empresa Nacional De Energía Eléctrica (ENEE) a lancé un appel d'offres international pour « l'Acquisition de matériel électrique destiné à l'éclairage public ». Les entreprises intéressées peuvent soumettre leur proposition jusqu'au 8 janvier 2018.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

Promerica Financial Corporation, actionnaire majoritaire de Banpro (la plus grande banque du Nicaragua), a annoncé le lancement d'une émission d'obligations internationale pour un montant total de 200 M USD sur 6 ans. C'est la 1^{ère} fois qu'un groupe composé de capitaux nicaraguayens réalise ce type d'opération sur les marchés mondiaux. L'émission sera réalisée par Bank of America Merrill Lynch et le Credit Suisse.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Entre octobre 2017 et octobre 2018, la dette publique du Panama a augmenté de +10%, passant de 23,4 Mds USD à 25,8 Mds USD.

Au 3^{ème} trimestre, le déficit du secteur public non financier (SPNF) a atteint 2,5 Mds USD (3,8% du PIB). En 2017, le déficit représentait 1,5% du PIB (939 M USD). La hausse du déficit s'explique par la chute des revenus (-2% g.a.) et la croissance des dépenses (+14,7% g.a.). Les dépenses courantes totalisent 7,5 Mds USD (+7,9%) et l'investissement a atteint 3,2 Mds USD (+34,6%) sur la période.

De janvier à septembre 2018, les exportations panaméennes ont augmenté de +4,8% (g.a.), pour atteindre 530,5 M USD. Deux ans après le lancement du programme *PanamaExporta* (visant à soutenir l'agro-industrie panaméenne), les exportations de marchandises poursuivent leur croissance, après avoir diminué en 2015 et 2016 (de respectivement -14,8% et -8,2%).

De janvier à septembre 2018, l'IMAE a augmenté de +3,17% (g.a.) grâce au dynamisme des activités de transport, d'électricité et du commerce. Par ailleurs, l'immobilier, la construction et l'activité minière ont diminué sur la période.

Au 3^{ème} trimestre, la compagnie aérienne Copa a enregistré un bénéfice de 57 M USD, soit une chute de - 43% (g.a.). L'augmentation du coût du carburant, ajoutée à la faiblesse du real brésilien et du peso argentin, ont nui aux finances de l'entreprise. L'entreprise prévoit de réduire ses capacités au Brésil de 10% et de réduire ses prévisions de croissance en Argentine de 20% à 10%. Citigroup a abaissé la note attribuée aux actions de la société. Par conséquent, plus de 1,7 million d'actions ont été échangées en 1 journée, soit le double des ventes moyennes des 3 derniers mois, et la valeur des titres du groupe a chuté de -10,6%.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Au cours du 1^{er} semestre 2018, l'économie salvadorienne a dépassé son potentiel de croissance estimé (selon le FMI), l'inflation étant restée faible et la situation budgétaire ayant été meilleure que prévue. Cette déclaration fait suite à une visite d'une délégation du FMI à San Salvador du 12 au 16 novembre dernier.

Entre janvier et octobre 2018, 4,5 Mds USD ont été reçus par le Salvador sous forme de *remesas*, soit une hausse de +9% (g.a.). Les *remesas* ont majoritairement été en provenance des Etats-Unis (4,2 Mds USD), de l'Union Européenne (42,3 M USD) et du Canada (39,8 M USD).

Des prêts pour un montant de 850 M USD ont été accordés par les coopératives financières à leurs membres au 1^{er} semestre 2018. D'après la Fédération des associations coopératives d'épargne et de crédit du Salvador (Fedecaces), le taux de croissance annuel des crédits de la part des coopératives salvadoriennes progresse en moyenne de 15% depuis 2007.

La capacité de production d'électricité du Salvador a progressé de 30% en 7 ans, selon les estimations du Conseil National de l'Energie (CNE). Le pays est aujourd'hui capable de produire un total de 2 000 MW contre 1470 MW en 2010, notamment grâce à la politique du gouvernement en faveur du déploiement des énergies renouvelables.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

Barbade

2017 – PIB : 5 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

Standard & Poor's a augmenté la note souveraine du pays, passant de SD (Défaut Sélectif) à B-. Ce changement intervient suite à l'échange de dette en devise locale, l'initiation d'un plan de récupération économique de la part de la nouvelle administration et suite à l'accord des bailleurs multilatéraux pour la mise à disposition de nouvelles ressources.

Le gouvernement envisage de réduire l'impôt sur les sociétés locales de 25% à un intervalle compris entre 1% et 5,5%.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M

Des manifestations et des grèves réclamant la démission du Président Moïse ont actuellement lieu en Haïti : les manifestants réclament une enquête relative à l'utilisation faite des fonds reçus par le pays dans le cadre du programme vénézuéliens *PetroCaribe*. Les Bahamas et le Canada ont fermé leur Ambassade en Haïti en raison de ces manifestations, qui ont fait au moins 6 morts.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Quelques mois après avoir annoncé son intention d'étendre ses activités en Jamaïque, *Total Jamaica* a créé un centre de production sur l'île. L'entreprise envisage d'exporter des lubrifiants dans les Caraïbes. La Jamaïque a été choisie comme hub pour les Caraïbes en raison de sa position stratégique et de son appartenance au CARICOM. Par ailleurs, l'entreprise cherche à améliorer sa part de marché dans le pays.

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a approuvé la fourniture d'un prêt de 100 M USD au profit du renforcement du système national de santé. Ce financement a pour but le financement du combat contre les

maladies non-transmissibles chroniques. Le combat sera focalisé sur la consommation de tabac, la consommation excessive de boissons alcoolisées, le mode de vie sédentaire et les régimes alimentaires malsains.

République Dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Le Ministre de l'Économie, de la Planification et du Développement, Isidoro Santana, a affirmé que la dette externe du pays est soutenable. Par ailleurs, il a indiqué que le coût de la dette a un poids croissant dans le Budget.

La République dominicaine a reçu plus de 400 M EUR de financement de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) depuis les débuts de la coopération dans les années 70, selon l'Ambassadeur de l'Union Européenne en République dominicaine et le représentant de la BEI dans les Caraïbes. Les financements en RD ont été orientés vers les infrastructures et le secteur énergétique. La BEI a investi 1,8 Md EUR dans 15 pays des Caraïbes.

Trinité-et-Tobago

2017 – PIB : 21,6 Mds USD | Pop : 1,4 M

La Telecommunications Services of Trinidad and Tobago (TSTT) a supprimé 500 emplois. Pour l'exercice en cours, la TSTT enregistre des pertes de 71 M USD et fait face à une dette de 266 M USD, soit 30% de ses recettes. L'entreprise prévoit de poursuivre les suppressions de postes (200 suppressions sont prévues à l'horizon mars 2019).

Sainte Lucie

2017 – PIB : 1,7 Mds USD | Pop : 178 844 hbts

Le Parti travailliste, principal parti d'opposition, a déposé une motion de censure contre le gouvernement, demandant la démission immédiate du Premier Ministre Allen Chastanet.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.